

ADMINISTRATION :
Imprimerie F. RUEDI
 Lausanne
 3, Jumelles — Tél. 12-44

ABONNEMENTS :
 Suisse, 4 fr. par an; autres
 pays, 6 fr. par an.
 10 centimes le numéro.

La Voix de l'Humanité

Organe de la « Ligue pour la défense de l'Humanité
 et pour l'organisation de son progrès »

Les membres de la Ligue pour la défense de l'humanité fixent de leur propre gré le montant de leur cotisation.

Compte de chèques postaux : III. 496.

Envoi gratuit des statuts de la ligue et de numéros spécimens de tous ses organes. S'adresser au secrétariat, Lausanne, 3 Jumelles.

Comité suisse de la Ligue : D^r Aug. FOREL; Albert LOCHER, G. MÜLLER, conseillers nationaux; A. SUTER, ancien président du Conseil communal de Lausanne; D^r TSCHUMI, président du gouvernement bernois; D^r MOSER, conseiller d'Etat, Berne; D^r R. BRODA; A. SESSLER (Berne), anc. président du tribunal; D^r A. de QUERVAIN, professeur à l'Université de Zurich; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne; E. RAPIN, pasteur, président honoraire de la Société vaudoise de la paix; M^{me} VUADENS-CALMUS, Vevey; M^{me} WALDHARDT-BERTSCH, Berne; E. PEYTREQUIN, vice-président du Conseil communal de Lausanne; H. HODLER, Genève, etc.

Comité de patronage international : Jean LONGUET, député de la Seine; Lucien LE FOYER, anc. député de la Seine; Gustave HUBBARD, anc. député de Seine-et-Oise; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes; Lino FERRIANI, procureur-général honoraire, Côme; W. FÖRSTER, président du Bureau international des poids et mesures; Dr. N. af URSIN, anc. vice-président de la Diète finlandaise; Sir Robert STOUT, anc. premier ministre de la Nouvelle-Zélande, etc.

Président de la Ligue : D^r R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès ».

Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité suisse, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

PROPOS DE GUERRE

Genève, 12 mai 1917.

La Révolution russe et la paix. — L'intervention américaine. — La guerre et la démocratie.

Au cours des deux derniers mois, le dieu capricieux qui préside aux convulsions politiques de la planète a suscité de bien grands événements, mais, par un raffinement de cruauté digne de ses précédentes créations, il les a distribués de telle façon qu'il est encore impossible de dire si de leur ensemble nous sommes en droit de conclure à la paix prochaine ou, au contraire, à la prolongation de la guerre. C'est, en effet, surtout par les répercussions qu'ils peuvent avoir sur la durée de la guerre que ces événements nous intéressent avant tout, puisque nous autres, pacifistes bêtards, avons la faiblesse d'envisager la prompte cessation du carnage mondial comme une nécessité devant laquelle toute autre considération passe au second rang¹⁾.

Il semble que le premier de ces événements, la Révolution russe, doive prendre place parmi ceux qui agissent dans un sens favorable à la paix, pour autant, du moins, qu'il nous est possible de nous faire une idée de la situation d'après les nouvelles confuses et rares qui nous parviennent à travers le tamis des agences et de la censure. Sans doute les journaux nous ont donné les premiers jours une version des événements conforme aux besoins de la politique belliciste. D'après cette version, le peuple russe, indigné de la façon dont ses dirigeants avaient conduit la guerre et outré des intrigues de cour en faveur d'une paix séparée, jetait bas le régime tsariste auquel il substituait un gouvernement possédant sa confiance et décidé avant tout à poursuivre avec énergie la guerre jusqu'à la victoire.

Mais si puissante que soit la censure et si partialement rédigés que soient les journaux, ils ne peuvent cependant pas longtemps altérer impunément le sens d'événements aussi formidables que la Révolution russe. Les faits contraires à la thèse officielle se multipliant, il a bien fallu laisser entendre que les choses n'étaient pas tout à fait ce que certains auraient désiré qu'elles fussent. De ce que nous savons, il ressort en effet que le peuple russe n'a pas fait sa révolution pour ou contre la guerre, mais contre le régime tsariste, devenu odieux à tous, et sous l'aiguillon de la misère. Les adversaires du régime, c'est-à-dire tous les éléments actifs du peuple russe, étaient donc unis par un objectif négatif, mais celui-ci atteint et la période des effusions sentimentales terminée, les divisions se sont rapidement glissées dans les rangs des vainqueurs, comme il arrive d'ailleurs après toutes les révolutions. Au point de vue intérieur, il y a, pour ne considérer que les deux courants principaux, ceux qui voudraient se borner à une réforme politique, monarchistes libéraux ou républicains conservateurs selon les circonstances, anciens membres de l'opposition qui, après avoir

saisi le pouvoir par la force désirent s'y maintenir par la légalité et instaurer un nouvel ordre de choses conforme à leurs vues et à leurs intérêts, et, d'un autre côté, ceux qui, séduits par le programme collectiviste, préconisent en outre une transformation économique de la société russe à coups de décrets et principalement la réforme agraire. Pour les premiers, la Révolution est terminée; elle est même allée trop loin. Pour les seconds, elle ne fait que commencer.

Au point de vue extérieur, même désaccord. D'une part il y a les partisans de la paix immédiate, sans annexion et sans indemnité, et d'autre part, il y a ceux qui désirent que la guerre soit poursuivie jusqu'à la victoire, soit parce qu'ils considèrent cette dernière comme nécessaire au prestige du nouveau régime, soit parce qu'ils nourrissent des desseins impérialistes (annexion de Constantinople, hégémonie balkanique, etc.). Pour la presse belliciste, ce sont naturellement ces derniers qui représentent les éléments d'ordre et de progrès, les partisans de la paix immédiate étant rangés parmi les énergumènes ou les traîtres.

Or, quelle est actuellement la situation? Le gouvernement provisoire, issu de la Douma, détient le pouvoir sans en posséder la pleine réalité. Il procède plus par exhortations que par ordres, ce qui, de la part d'un gouvernement, est toujours un signe caractéristique d'impuissance. C'est qu'en effet il ne peut agir sans prendre avis d'une autre autorité, tout aussi puissante, le Conseil des délégués ouvriers et militaires, organe de création toute révolutionnaire qui se donne pour tâche de contrôler les actes du gouvernement provisoire auquel il se substitue au besoin. Pareille situation rappelle de loin l'époque où les sections de la Commune de Paris pesaient sur les délibérations de la Convention; au début de la Révolution de 1848, on trouve également, à côté du gouvernement provisoire, un Parlement ouvrier qui eut quelque temps des velléités de saisir le pouvoir. C'est, semble-t-il, sur la pression du Conseil des délégués ouvriers et militaires que le gouvernement russe a pris plusieurs mesures radicales dont il se serait gardé, s'il était demeuré maître de la situation. Voilà du reste pourquoi il ne faut accorder qu'une confiance limitée à ses grandiloquentes proclamations en matière de politique internationale (renonciation à toute conquête, indépendance de la Pologne, etc.); s'il était complètement libre de ses mouvements, il agirait probablement différemment sur beaucoup de points.

En ce qui concerne la question essentielle de la paix ou de la guerre, le gouvernement provisoire est en majorité favorable à la continuation de la guerre « jusqu'à la victoire »; certains de ses membres ont même un programme nettement impérialiste. La Russie ayant promis de ne point conclure de paix séparée, le gouvernement actuel entend que les engagements pris par l'ancien gouvernement soient respectés, conformément à la tradition qui veut qu'une signature apposée au bas d'un traité international engage non seulement le gouvernement d'un pays, mais le pays lui-même, quels que soient les changements qui surviennent dans le personnel dirigeant. Le Conseil des délégués ouvriers et militaires réclame la paix, mais il reste divisé

sur les moyens de l'obtenir, les uns ne voulant négocier avec l'Allemagne que lorsque le peuple allemand aura, lui aussi, fait sa révolution, d'autres se déclarant prêts à conclure une paix séparée au cas où les Alliés d'occident n'accepteraient pas de renoncer à toute indemnité et à toute annexion. Il est, en outre, comme dans les autres pays belligérants, un groupe de socialistes « patriotes » qui ne veulent que la paix par la victoire.

Qui l'emportera finalement? Il est impossible de répondre à cette angoissante question parce que les renseignements exacts sur la force respective des partis aux prises nous font défaut. Et, d'ailleurs, en temps de Révolution, c'est l'accidentel qui domine. Peu de faits suffisent pour changer le cours des événements. La Révolution française en offre de nombreux exemples. En attendant, il se produit en Russie un phénomène de dissociation analogue à celui que l'historien relève en France après 1789. Le vieux monde s'écroule, la machine gouvernementale, vieille et détraquée, mais qui fonctionnait tout de même en vertu du mouvement acquis, est irrémédiablement brisée, les matériaux gisent à terre, épars. Il faudrait reconstruire, mais d'en haut les ordres ne viennent plus ou du moins ils n'ont plus la même force impérative que les anciens. Les maîtres d'hier ont perdu toute autorité; les proscrits, les révoltés, les contempteurs de l'ancien ordre de choses, voilà ceux qui, aujourd'hui, donnent le ton et dont on épie les moindres gestes. Un peuple immense, habitué depuis des siècles à la loi de soumission, s'ébat dans l'ivresse de la nouvelle liberté. Il est libre, au moins en théorie, et du haut en bas de l'échelle sociale, il veut jouir de ses droits, manifester sa toute-puissance, agir par lui-même. De là, cette floraison de clubs, d'assemblées, de congrès, de manifestations qui, vus de loin, donnent l'impression d'un monde chaotique et un peu fou, grisé de mots et de théories, mais sympathique au fond par tout ce qu'il révèle de bonne volonté, d'enthousiasme et de désintéressement. Il ne faut pas juger une Révolution à la mesure des événements ordinaires. Elle a des nécessités que l'évolution normale ne connaît pas et qui, à les considérer en elles-mêmes, sont souvent pénibles pour l'esprit habitué aux solutions réfléchies, mais elle produit aussi parfois des résultats supérieurs. Bien des convulsions agiteront sans doute encore le peuple russe avant qu'un ordre stable soit créé, mais tout porte à croire que de l'immense champ d'expériences politiques et sociales qu'est devenue la Russie d'aujourd'hui, se dégageront finalement quelques créations originales dont tous les peuples seront appelés à bénéficier par la suite.

Il est naturel que les partis russes favorables à la réforme sociale désirent au plus tôt en finir avec la guerre qui les empêche de mettre leurs projets à exécution. On peut donc s'attendre qu'au cas où l'influence du gouvernement provisoire irait en décroissant au profit du gouvernement ouvrier, l'idée de paix revêtira une forme plus concrète. Une paix séparée avec l'Allemagne et l'Autriche n'aurait d'autre résultat que de renforcer les empires centraux et de les rendre par conséquent beaucoup plus intransigeants qu'ils ne le sont maintenant à l'égard des puissances occidentales. On verrait im-

¹⁾ Même le triomphe de la Justice? s'écriera avec indignation un pacifiste « adapté ». — Même le triomphe de la Justice, car ce que vous appelez la Justice n'est en réalité que votre Justice, une conception particulière de la justice.

médiatement les partis annexionnistes relever la tête, la caste militariste devenir plus arrogante encore, l'orgueil national se gonfler d'une manière intolérable pour les ressortissants d'autres peuples. En outre, une violente antipathie à l'égard de la Russie ne manquerait pas de se manifester dans les pays occidentaux abandonnés par elle alors que certains d'entre eux souffrent de la guerre en partie à cause d'elle. Cette solution, au point de vue de la paix européenne, n'en serait donc pas une. Elle a d'ailleurs peu de chances de se réaliser. Il semble plus vraisemblable que si le gouvernement russe, l'actuel ou un autre, se décide à travailler en vue de la paix, il proposera lui-même les conditions d'une paix générale équitable, faisant pression sur les Alliés pour que ceux-ci forment des prétentions plus modérées et obtenant de l'Allemagne des garanties pour l'avenir dans le sens d'une adhésion à une Ligue des nations contre la guerre, dont la première tâche serait de procéder à une réduction simultanée des armements et à l'organisation de la communauté internationale. La Russie rendrait ainsi à l'humanité un immense service. Pareille démarche est la seule chance de paix prochaine qui subsiste à vues humaines. Mais les obstacles sont si nombreux qu'on ne sait s'il est permis d'espérer encore...

L'intervention de l'Amérique paraît devoir, au point de vue pacifique, neutraliser l'effet de la Révolution russe. Sans doute il est des gens qui se réjouissent chaque fois qu'un pays entre dans la mêlée aux côtés des Alliés précisément parce qu'ils concluent de ce fait à un dénouement plus rapide. Il n'en serait cependant ainsi qu'à la condition d'admettre d'abord que la guerre doit nécessairement se terminer par la victoire complète d'un groupe sur l'autre. En ce cas, c'est bien celui qui a la supériorité du nombre et des ressources matérielles qui a finalement le plus de chances de l'emporter. Mais il peut aussi arriver, et c'est justement ce qui se produit durant la guerre actuelle, que le facteur nombre soit longtemps mis en échec par d'autres (supériorité du commandement et de l'armement, préparation plus avancée, meilleure coordination, etc.) dont la présence chez l'adversaire, moins favorisé par le nombre, permet de prolonger la résistance dans une mesure considérable, voire même de la rendre victorieuse si celui qui est virtuellement le plus fort considère en fin de compte l'enjeu de la lutte comme indigne des sacrifices qu'il doit encore faire pour triompher complètement. Il est certain que l'entrée en guerre des Etats-Unis accroît les forces des Alliés pour l'avenir, sans parler de l'effet moral et de l'aide financière qui ont une portée immédiate. Mais par le fait même qu'ils sentent leurs forces accrues, les Alliés deviennent moins accessibles encore à l'idée d'une paix transactionnelle qui leur paraît humiliante, et comme, d'autre part, l'aide militaire des Etats-Unis ne pourra pas sérieusement peser sur le plateau de la balance avant de longs mois, il en résulte, si d'autres événements tels que la Révolution russe n'interviennent pas en sens contraire, une nouvelle prolongation des hostilités, c'est-à-dire, ce dont personne ne semble se soucier, la ruine croissante de l'Europe, l'abaissement de toute véritable civilisation. Supposons un instant que les Etats-Unis aient maintenu leur neutralité. Grâce à la Révolution russe et à l'insuccès des offensives en cours, les possibilités d'une paix transactionnelle, la seule qui puisse éviter à l'Europe de plus grands maux, seraient portées aujourd'hui au maximum. La résolution prise par les Etats-Unis annule une partie de ces possibilités.

La décision américaine n'aurait été de nature à abrégé la durée de la guerre que si les Empires centraux, effrayés de l'infériorité où les plaçait l'intervention de ce nouveau belligérant, avaient d'emblée considéré la partie comme perdue et s'é-

taient décidés à céder sur toute la ligne. Il n'en a rien été comme il était facile de le prévoir. Le plan pacifiste du président Wilson d'obliger les puissances centrales à céder en leur opposant une coalition mondiale aurait certainement permis d'éviter la guerre s'il avait été mis à exécution dans les jours troublés de juillet 1914. Mais les conditions sont maintenant différentes. La disproportion entre les forces réelles des Etats centraux et celles de l'Entente est moins considérable qu'elle ne paraît à première vue et, d'autre part, l'Allemagne demeure dans la croyance, probablement illusoire, de ruiner la suprématie maritime des Alliés par la guerre sous-marine. Autant de raisons de ne point céder d'autant plus que des fissures peuvent se glisser dans la coalition mondiale.

Quoi qu'il en soit, l'intervention des Etats-Unis marque la faillite du pacifisme gouvernemental dont le président Wilson était le plus notoire représentant. Je ne doute pas que nombre de pacifistes n'approuvent chaleureusement sa décision qu'ils ne manqueront pas de présenter comme une magnifique victoire du pacifisme. Pour ces pacifistes, plus le nombre des belligérants s'accroît, plus le pacifisme approche du triomphe. Mais enfin il n'en demeure pas moins que c'est sous la présidence du pacifiste Wilson que des citoyens américains seront envoyés pour la première fois sur les champs de bataille européens et que les Etats-Unis connaîtront les bienfaits du service obligatoire. On appelle cela une ironie du sort. Palinodie conviendrait mieux.

Ah! sans doute, l'Allemagne menaçait le commerce des Etats-Unis (dont les munitions constituent une bonne part), mais d'autres neutres d'Europe n'ont-ils pas infiniment plus souffert de la guerre sans pour cela se croire obligés de se jeter dans la mêlée? Et la campagne sous-marine elle-même, si cruelle soit-elle, n'est-elle pas dans la logique d'une guerre où toutes les ressources de la technique sont employées sans nul respect de la vie humaine, et où les belligérants non contents de se massacrer sur les champs de bataille cherchent à s'affamer les uns les autres tandis que les intellectuels sont chargés d'empoisonner l'opinion publique?

Mais, nous dit-on, ce n'est pas seulement pour des raisons nationales que l'Amérique est entrée en guerre; le pays de Washington et de Lincoln ne peut rester indifférent dans un combat où se joue le sort de la démocratie. Il doit à sa mission historique de joindre ses forces à ceux qui luttent pour le triomphe de la liberté. En vérité, la guerre actuelle est-elle bien celle de la démocratie contre l'autocratie? Ne sont-ce pas là des mots plutôt que des réalités qui s'entrechoquent? Si l'on considère moins l'étiquette des institutions que leur esprit, il apparaît, en effet, que partout coexistent des éléments démocratiques et des éléments autocratiques. L'Allemagne n'est pas un Etat démocratique, et cependant les communes et les provinces jouissent d'une plus large autonomie qu'en France, l'esprit de libre association y est plus développé, la politique sociale plus avancée. La France est classée parmi les Etats démocratiques, mais la centralisation dans les services publics — institution essentiellement autocratique — y est excessive et l'administration imprégnée d'un esprit rétrograde et tracassier, nettement anti-démocratique. L'Angleterre, bien que constituée en monarchie, est à bien des égards un pays plus démocratique que la France, mais le régime de la propriété est en revanche encore celui d'une époque où dominait une aristocratie. La Russie était hier encore un pays autocratique et, cependant, certaines de ses institutions avaient déjà un caractère démocratique. Le gouvernement de l'Eglise catholique, institution d'origine latine, qui subsiste également dans les pays démocratiques est nettement autocratique. Dans de pareilles conditions, est-il permis de tracer une ligne de démarcation

nette entre les deux groupements en guerre et d'affirmer: Ici on lutte pour la démocratie, là pour l'autocratie. Et d'ailleurs la guerre a éclaté pour de toutes autres raisons et à une époque où les Alliés comptaient parmi eux la puissance autocratique par excellence. En réalité, la guerre n'a d'autre cause que l'anarchie européenne dont tous les gouvernements sont responsables, mais, en cours de route, chacun s'ingénie à lui prêter un sens élevé afin de justifier les sacrifices que l'on exige des populations.

Le vrai, c'est que les peuples se connaissent encore bien mal. Ils se font les uns des autres une idée qui ne correspond nullement à la réalité. Hors d'Allemagne, on croit assez généralement que le peuple de ce pays est courbé sous une dure tyrannie et ne jouit pas de la moindre liberté. Les journalistes et les meneurs ignorants contribuent à fausser davantage encore l'imagination populaire. Si l'Allemagne véritable est peu connue dans les pays voisins tels que la France et l'Angleterre, à plus forte raison est-elle ignorée de l'autre côté de l'Océan. Les Américains ne passent pas pour être très au clair sur les affaires d'Europe, qui, il est vrai, sont bien chaotiques; ils sont en outre persuadés que leur mode de gouvernement est le dernier cri de la sagesse humaine. D'où l'idée de régler toutes les difficultés européennes, dont la complexité leur échappe, par l'application du principe démocratique conçu à la manière américaine. Les voilà qui parlent maintenant sérieusement de libérer l'Allemagne de ce qu'ils appellent le « kaiserisme » et d'imposer à ce pays des institutions démocratiques dans son propre intérêt. De combien de vies humaines, de combien de ruines, cette prétendue libération devra-t-elle être payée?

Ce n'est certes pas à dire que des réformes dans l'organisation politique de l'Allemagne et surtout dans celle de l'Autriche ne soient pas nécessaires, mais pour être durables et rendre leur plein effet, elles doivent être l'œuvre de ceux-là même qui seront appelés à en bénéficier. Elles sont au contraire frappées de discrédit si c'est l'étranger qui les impose. La Russie a donné l'exemple en rejetant par la force le joug qui pesait sur elle; sa révolution sera d'autant plus violente que la compression aura été plus implacable. Par des voies plus pacifiques, l'Allemagne, dont l'état politique n'est d'ailleurs nullement comparable à celui de la Russie sous l'ancien régime, s'achemine à son tour vers le gouvernement parlementaire et cela, semble-t-il, d'une manière définitive. Que l'Autriche se transforme en un Etat fédératif où toutes les nationalités jouiront d'une large autonomie — cela sera plus difficile — et la démocratie aura partout triomphé par la volonté même des peuples intéressés. Les gens de bon sens pourront alors se demander s'il vaut vraiment la peine de massacrer encore quelques millions d'hommes et d'acculer l'Europe à la ruine pour la médiocre satisfaction de remplacer un Hohenzollern et un Habsbourg, devenus d'ailleurs entre temps des machines à signer analogues au roi d'Angleterre, par un autre souverain ou par un président de république. Et encore si nous avions la certitude que l'établissement d'une république allemande fût une garantie de paix définitive! Mais il n'en est malheureusement rien. La démocratie peut être nationaliste et impérialiste. La France et l'Angleterre le démontrent. Elle n'est pas pacifique par nature, comme le prouve l'intervention récente des Etats-Unis. Le triomphe de la démocratie ne suffira pas à assurer la paix générale. Pour que la communauté des nations devienne une réalité, il faut en outre une profonde transformation de l'esprit public sous l'influence de l'idéal internationaliste. Plus encore que la démocratie, l'internationalisme est le port de salut pour l'humanité en détresse.

H. HODLER.

Editeur responsable et imprimeur : Fr. Ruedi.